

( N° 279 )

# Chambre des Représentants.

---

SÉANCE DU 19 MAI 1920.

Proposition de loi relative aux traitements des membres  
de la Cour des Comptes.

## DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

La Chambre et le Sénat ont voté en 1914 l'augmentation des traitements de la magistrature; cette augmentation fait l'objet de la loi du 15 novembre 1918 à laquelle une loi du 12 mai 1919 a donné effet rétroactif jusqu'à la date du 1<sup>er</sup> janvier 1915.

Le Gouvernement, le 12 mars dernier, a saisi la Chambre d'un nouveau projet d'augmentation; le rapport sur ce projet a été déposé le 5 mai et sa discussion est à l'ordre du jour de la Chambre.

Les traitements des membres de la Cour des Comptes ont été, depuis son institution, en rapport avec ceux de la magistrature; la loi des 10 mai 1845, 19 mai 1863, 11 juillet 1899 ont fixé les traitements de l'ordre judiciaire; les lois des 14 juin 1845, 9 mars 1863, 31 décembre 1900 ceux des membres de la Cour des Comptes.

Aucune mesure n'a été prise en faveur de ces derniers depuis la guerre; la proposition a pour but de réparer cette omission.

\* \* \*

Le Congrès national, en instituant par décret du 30 décembre 1830 la Cour des Comptes, a assigné à celle-ci un rang hiérarchique entre la Cour de cassation et les Cours d'appel (1).

---

(1) M. DUMORTIER, séance de la Chambre du 29 janvier 1835, *Moniteur* du 30 janvier 1835. Rapport du 30 avril 1900, session de 1899-1900, *doc. n° 165*, p. 267.

Cette situation lui a toujours été maintenue, elle se manifeste dans les différentes lois relatives aux traitements.

Voici-d'abord les chiffres en ce qui concerne le président de la Cour :

	Président de la Cour des Comptes.	Cour de cassation : Président de Chambre.	Conseillers.	Cours d'appel : Premiers présidents.
1845 . . . fr.	9,000	11,000	9,000	9,000
1863 . . . .	11,250	13,000	11,250	11,250
1900 . . . .	12,500	»	»	»
1915 . . . .	»	15,000	13,000	13,000
1920 (projet).	»	30,000	25,000	25,000

En 1845 et 1863, le traitement du président de la Cour des Comptes a été fixé au même chiffre que celui des premiers présidents des Cours d'appel, alors que pour répondre à la situation hiérarchique il devait être supérieur. Cette égalité résulte de ce qu'à cette époque le président de la Cour des Comptes jouissait, outre son traitement, d'un logement spacieux pour lui et sa famille dans l'hôtel même de la Cour. Cet avantage a été supprimé en 1872 à raison de la nécessité de disposer de tous les locaux pour le service des bureaux. La loi de 1900, pour compenser cette perte et rendre au président de la Cour des Comptes sa situation à l'égard des premiers présidents des Cours d'appel, a porté son traitement à 12,500 francs <sup>(1)</sup>.

Ces diverses dispositions amènent les signataires de la proposition à fixer le traitement du président de la Cour des Comptes à 14,500 francs pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 1915 au 30 septembre 1919 et à 27,000 francs à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1919.

Quant aux conseillers et au greffier, leur traitement, depuis 1845, est le même que celui des présidents de Chambres des Cours d'appel.

	Cour des Comptes : Conseillers et greffiers.	Cour d'appel : Président de Chambre.
1845 . . . . .	7,000	7,000
1863 . . . . .	8,500	8,500
1915 . . . . .	»	10,000
1920 . . . . .	»	20,000

(1) Voici ce que dit la proposition de loi de 1900 (session de 1899-1900, *doc.* n° 165, p. 267) : « Le traitement du président est aujourd'hui strictement égal à celui du premier président des Cours d'appel, alors que d'après le rang hiérarchique assigné aux membres de la Cour des Comptes, il devrait être supérieur; à diverses reprises, et notamment au cours de la session de 1872-1873, le Gouvernement et la Chambre se sont trouvés d'accord pour reconnaître qu'il serait équitable de compenser par une majoration de traitement le logement gratuit dont le président se trouve privé. »

Le traitement, d'après ce tableau, doit être porté, pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 1915 au 30 septembre 1919, à 10,000 francs, et à 20,000 francs à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1919.

\*  
\* \*

La loi du 11 juillet 1899 a accordé aux magistrats des augmentations périodiques de traitements; les mêmes augmentations ont été allouées aux membres de la Cour des Comptes par l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 31 décembre 1900.

Ces augmentations ont été fixées pour les magistrats, par la loi du 15 novembre 1918, à 300 francs par période de quatre ans; le Gouvernement propose de les porter à 400 francs et la Section centrale, dans le rapport qu'elle vient de déposer, à 500 francs.

L'article 3 de la proposition que nous soumettons à la Chambre a pour but de rendre ces dispositions applicables aux membres de la Cour des Comptes par modification de la loi du 31 décembre 1900.

La Chambre a pu apprécier le zèle et le dévouement apportés par les membres de la Cour des Comptes dans l'exercice de la haute mission de contrôle qui leur est confiée. Nous sommes persuadés qu'elle votera la proposition que nous lui soumettons en vue de rétablir les membres de la Cour des Comptes dans la situation qu'ils ont toujours occupée dans la hiérarchie judiciaire.

---

(4)

**Proposition de loi relative aux traitements des membres de la Cour des Comptes.**

**ARTICLE PREMIER.**

Le traitement du président de la Cour des Comptes est fixé à 14,500 francs pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 1915 au 30 septembre 1919 et à 27,000 francs à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1919.

**ART. 2.**

Le traitement des conseillers et du greffier est fixé à 10,000 francs pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 1915 au 30 septembre 1919 et à 20,000 francs à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1919.

**ART. 3.**

L'augmentation périodique des traitements du président, des conseillers et du greffier, établie par la loi du 31 décembre 1900 est, après chaque période de quatre ans, fixée à 400 francs du 1<sup>er</sup> janvier 1915 au 30 septembre 1919 et à 500 francs à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1919.

**ART. 4.**

Ces augmentations périodiques prennent cours le premier du mois qui suit l'expiration de la période déterminée par l'article précédent.

**Wetsvoorstel betreffende de jaarwedden der leden van het Rekenhof.**

**EERSTE ARTIKEL.**

De jaarwedde van den voorzitter van het Rekenhof wordt vastgesteld op 14,500 frank voor het tijdsbestek tusschen 1 Januari 1915 en 30 September 1919 en op 27,000 frank vanaf 1 October 1919.

**ART. 2.**

De jaarwedde van de leden en van den griffier wordt vastgesteld op 10,000 frank voor het tijdsbestek tusschen 1 Januari 1915 en 30 September 1919 en op 20,000 frank vanaf 1 October 1919.

**ART. 3.**

De periodieke verhooging der jaarwedden van den voorzitter, de leden en den griffier, voorzien bij de wet van 31 December 1900, wordt, na verloop van elken vierjaarlijkse termijn, vastgesteld op 400 frank voor het tijdsbestek tusschen 1 Januari 1915 en 30 September 1919 en op 500 frank vanaf 1 October 1919.

**ART. 4.**

Deze periodieke verhoogingen nemen aanvang op den eersten der maand na het verstrijken van het bij voorgaand artikel bepaald tijdsbestek.

**ART. 5.**

Les traitements échus après le 1<sup>er</sup> janvier 1915 seront révisés d'après les bases établies par la présente loi.

**ART. 5.**

De na 1 Januari 1915 vervallen jaarwedden zullen naar de bij deze wet vastgestelde grondslagen herzien worden.

A. MECHELYNCK.

L. BERTRAND.

FERNAND COCQ.

XAVIER DE BUE.

LÉON TROCLET.

MAURICE PIRMEZ.



(4)

( N<sup>o</sup> 279 )

# Kamer der Volksvertegenwoordigers.

---

VERGADERING VAN 19 MEI 1920.

Wetsvoorstel betreffende de jaarwedden der leden van het Rekenhof.

## TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

In 1914 stonden de Kamer en de Senaat verhooging van jaarwedde toe aan de magistraten; deze verhooging maakt het voorwerp uit der wet van 15 November 1918, waaraan, door eene wet van 12 Mei 1919, terugwerkende kracht tot op 1 Januari 1915 gegeven werd.

Op 12 Maart jl., diende de Regeering bij de Kamer een nieuw ontwerp tot verhooging in; het verslag over dit ontwerp werd den 5<sup>n</sup> Mei uitgebracht en de behandeling daarvan komt op de dagorde der Kamer voor.

Sedert het Rekenhof werd opgericht, hielden de jaarwedden zijner leden gelijken tred met die der magistraten; bij de wetten van 10 Mei 1845, 19 Mei 1863, 11 Juli 1899 werden de jaarwedden der rechterlijke orde vastgesteld; bij de wetten van 14 Juni 1845, 9 Maart 1863, 31 December 1900, die der leden van het Rekenhof.

Sedert den oorlog werd ten voordeele van deze laatsten geen maatregel genomen; het onderhavig voorstel heeft ten doel, dit verzuim te herstellen.

\*  
\* \*

Toen het Nationaal Congres het Rekenhof instelde bij decreet van 30 December 1830, heeft het daaraan een hiërarchischen rang toegewezen tusschen het Verbrekingshof en de Hoven van Beroep (1).

---

(1) De heer DUMORTIER, vergadering der Kamer van 29 Januari 1835, *Staatsblad* van 30 Januari 1835. Verslag van 30 April 1900, zittingsjaar 1899-1900, *stuk* n<sup>o</sup> 165, bl. 267.

Deze toestand werd steeds gehandhaafd, zooals blijkt uit de onderscheidene wetten betreffende de jaarwedden.

Ziehier vooreerst de cijfers betreffende den voorzitter van het Hof :

	Voorzitter van het Rekenhof.	Hof van Cassatie :		Hof van Beroep :
		Kamervoorzitter.	Raadsheeren.	Eerste voorzitters.
1845 . . . fr.	9,000	11,000	9,000	9,000
1863 . . . .	11,250	13,000	11,250	11,250.
1900 . . . .	12,500	»	»	»
1915 . . . .	»	15,000	13,000	13,000
1920 (ontw.).	»	30,000	25,000	25,000

In 1845 en 1863 werd de jaarwedde van den voorzitter van het Rekenhof op hetzelfde cijfer gebracht als die der eerste voorzitters van het Hof van Beroep, wanneer zij, om met den hierarchischen rang overeen te stemmen, hooger moest zijn. Deze gelijkheid vloeit hieruit voort, dat te dien tijde, de voorzitter van het Rekenhof, buiten zijne jaarwedde, voor hem en zijn gezin nog eene ruime huisvesting in het hotel van het Rekenhof zelf genoot. Dit voordeel verviel in 1872, omdat men wegens de uitbreiding der kantoor diensten al de lokalen moest benuttigen. Om dit verlies te vergoeden en den voorzitter van het Rekenhof weder gelijk te stellen met de eerste voorzitters der Hoven van Beroep, bracht de wet van 1900 zijne jaarwedde op 12,500 frank <sup>(1)</sup>.

Op grond van die onderscheidene bepalingen stellen de onderteekenaars van het voorstel de jaarwedde van den voorzitter van het Rekenhof vast op 14,500 frank voor het tijdsbestek tusschen 1 Januari 1915 en 30 September 1919 en op 27,000 frank vanaf 1 October 1919.

De jaarwedde van de leden en van den griffier was, sedert 1845, dezelfde als die van de Kamervoorzitters der Hoven van Beroep.

	Rekenhof : Leden en griffiers.	Hof van Beroep : Kamervoorzitter.
1845 . . . . .	7,000	7,000
1863 . . . . .	8,500	8,500
1915 . . . . .	»	10,000
1920 . . . . .	»	20,000

(1) Ziehier hoe het wetsvoorstel van 1900 (zittingsjaar 1899-1900, stuk n<sup>o</sup> 165, bl. 267) luidt : « Thans is de jaarwedde van den voorzitter strikt gelijk aan die van den eersten voorzitter der Hoven van Beroep, wanneer zij, volgens den hierarchischen rang aan de leden van het Rekenhof toegewezen, moest hooger zijn; herhaaldelijk, en inzonderheid in den loop van het zittingsjaar 1872-1873, waren de Regeering en de Kamer het eens om te erkennen dat het zou billijk zijn, de kostelooze huisvesting, waarvan de voorzitter beroofd is, door eene verhooging van jaarwedde te vergoeden. »

Volgens deze tabel moet de jaarwedde gebracht worden op 10,000 frank voor het tijdperk tusschen 1 Januari 1915 en 30 September 1919 en op 20,000 frank vanaf 1 October 1919.

\*  
\*  
\*

Bij de wet van 11 Juli 1899 werden aan de magistraten periodieke verhoogingen van jaarwedden toegekend; dezelfde verhoogingen werden aan de leden van het Rekenhof toegekend door artikel 1 der wet van 31 December 1900.

Deze verhoogingen werden door de wet van 15 November 1918 vastgesteld, voor de magistraten, op 300 frank per vierjaarlijkschen termijn; de Regeering stelt voor, ze op 400 frank te brengen en de Middenafdeeling, in het verslag dat zij pas indiende, op 500 frank.

Artikel 3 van het onderhavige wetsvoorstel heeft ten doel, deze bepalingen, bij wijziging der wet van 31 December 1900, te doen gelden voor de leden van het Rekenhof.

De Kamer heeft de werkzaamheid en de toewijding kunnen waardeeren, waarvan de leden van het Rekenhof in de uitoefening van hunne hooge contrôlezending blijk hebben gegeven. Wij houden ons overtuigd dat zij het voorstel zal aannemen, hetwelk wij haar voorleggen ten einde aan de leden van het Rekenhof den toestand opnieuw te verzekeren, dien zij altijd in de rechterlijke hiërarchie hebben ingenomen.

A. MECHELYNCK.

---

10

**Proposition de loi relative aux traitements des membres de la Cour des Comptes.**

**ARTICLE PREMIER.**

Le traitement du président de la Cour des Comptes est fixé à 14,500 francs pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 1915 au 30 septembre 1919 et à 27,000 francs à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1919.

**ART. 2.**

Le traitement des conseillers et du greffier est fixé à 10,000 francs pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 1915 au 30 septembre 1919 et à 20,000 francs à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1919.

**ART. 3.**

L'augmentation périodique des traitements du président, des conseillers et du greffier, établie par la loi du 31 décembre 1900 est, après chaque période de quatre ans, fixée à 400 francs du 1<sup>er</sup> janvier 1915 au 30 septembre 1919 et à 500 francs à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1919.

**ART. 4.**

Ces augmentations périodiques prennent cours le premier du mois qui suit l'expiration de la période déterminée par l'article précédent.

**Wetsvoorstel betreffende de jaarwedden der leden van het Rekenhof.**

**EERSTE ARTIKEL.**

De jaarwedde van den voorzitter van het Rekenhof wordt vastgesteld op 14,500 frank voor het tijdsbestek tusschen 1 Januari 1915 en 30 September 1919 en op 27,000 frank vanaf 1 October 1919.

**ART. 2.**

De jaarwedde van de leden en van den griffier wordt vastgesteld op 10,000 frank voor het tijdsbestek tusschen 1 Januari 1915 en 30 September 1919 en op 20,000 frank vanaf 1 October 1919.

**ART. 3.**

De periodieke verhooging der jaarwedden van den voorzitter, de leden en den griffier, voorzien bij de wet van 31 December 1900, wordt, na verloop van elken vierjaarlijkse termijn, vastgesteld op 400 frank voor het tijdsbestek tusschen 1 Januari 1915 en 30 September 1919 en op 500 frank vanaf 1 October 1919.

**ART. 4.**

Deze periodieke verhoogingen nemen aanvang op den eersten der maand na het verstrijken van het bij voorgaand artikel bepaald tijdsbestek.

**ART. 5.**

Les traitements échus après le 1<sup>er</sup> janvier 1915 seront révisés d'après les bases établies par la présente loi.

**ART. 5.**

De na 1 Januari 1915 vervallen jaarwedden zullen naar de bij deze wet vastgestelde grondslagen herzien worden.

A. MECHLYNCK.

L. BERTRAND.

FERNAND COCQ.

XAVIER DE BUE.

LÉON TROCLET.

MAURICE PIRMEZ.